

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

31 JAN. 2013

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique CHAPPUIS

☎ : 04 72 61 37 82

✉ : veronique.chappuis@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 1991 régissant le fonctionnement des activités de la PURFER dans son établissement situé 120, avenue Jean Jaurès à OULLINS ;

VU le rapport du 8 janvier 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater :

- la présence, à l'extérieur, au sud du site, de poteaux en bois dont certains ont été traités à la créosote et qui sont exposés aux intempéries sur une aire non imperméabilisée à un endroit où tout dépôt est interdit,
- la présence de déchets sur la zone bétonnée,
- qu'une benne, dont le fonds présente une ouverture de 50 cm de diamètre environ due à la corrosion, contient des blocs-moteurs dont une partie de l'huile souille le fonds et s'est écoulée sur le sol par l'orifice ;

CONSIDERANT dans ces conditions, que la société PURFER ne respecte pas les dispositions des points 2.1 et 2.4.2 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 24 juin 1991 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions prévues aux points 2.1 et 2.4.2 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 24 juin 1991 susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

.../...

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PURFER, 120, avenue Jean Jaurès à OULLINS, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- du point 2.1 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 24 juin 1991 susvisé :
 - en stockant les blocs-moteurs dans une benne imperméable et située à l'abri des intempéries, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté ;
 - en nettoyant les aires imperméabilisées de tous déchets empêchant l'écoulement des eaux pluviales vers le décanteur-déshuileur et en vérifiant cette imperméabilisation dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- du point 2.4.2 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 24 juin 1991 susvisé en évacuant les poteaux de bois créosotés dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'OULLINS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 31 JAN. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID